

Des lobbyistes du secteur pétrolier parmi la délégation canadienne:

**Le Bloc Québécois dénonce la présence  
des intérêts pétroliers canadiens à la COP26**

Ottawa, le 9 novembre 2021 – Principal responsable des émissions de gaz à effet de serre causant le réchauffement climatique, le secteur pétrolier et gazier est massivement représenté à la 26e Conférence des Nations unies sur le climat mondial. Scrutée entre autres par Global Witness et le Corporate Europe Observatory, la liste d’inscriptions compte 503 délégués lobbyistes de l’industrie pétrolière susceptibles d’exercer une influence à la COP26 en faveur de leurs intérêts financiers, plutôt que pour la fin du recours aux énergies fossiles que commande l’action climatique. Le Bloc Québécois déplore que le Canada soit pointé parmi les pays comptant des représentants de l’industrie pétrolière au sein leur délégation, ce qui trahit sa position climatique.

Kristina Michaud, porte-parole du Bloc Québécois en matière de Changements climatiques et participante à la COP26, s’est dite déçue des révélations diffusées hier par la BBC\*, non seulement quant à l’imposante représentation des intérêts pétroliers à la COP26, laquelle surpasse celle des pays les plus touchés par le réchauffement climatique, mais également du fait que le Canada soit identifié comme l’un des pays ayant convié des lobbyistes du pétrole au sein de sa délégation, ce qui entache sa crédibilité.

« L’unique préoccupation de l’industrie pétrolière est faire des profits et conséquemment, faire perdurer le plus longtemps possible le recours aux énergies fossiles. Comment le Canada peut-il faire croire au sérieux de son action climatique en entretenant une telle proximité avec l’industrie pétrolière? Cette invitation trahit l’incohérence du discours d’Ottawa, qui dit vouloir plafonner les émissions de carbone sans toutefois s’engager à mettre fin à l’exploitation des hydrocarbures; seule voie d’avenir possible pour une véritable transition énergétique », affirme Kristina Michaud.

Selon le dernier rapport du GIEC, pour avoir une chance de limiter le réchauffement planétaire à 1,5° C, les émissions anthropiques mondiales doivent être réduites de 45% depuis les niveaux de 2010 d’ici 2030. Avec les engagements actuels des différents pays signataires de l’Accord de Paris, les émissions augmenteraient plutôt de 16% d’ici 2030. Or, le Canada, en tant que quatrième exportateur en importance de pétrole au monde, a une responsabilité qui dépasse celle de ses émissions intérieures. Une véritable transition énergétique s’impose et elle passe par la réduction progressive de l’exploitation des énergies fossiles au Canada.

« Le Canada ne doit pas se contenter de plafonner les émissions du secteur pétrolier et gazier, une approche qui risque de retarder la véritable transition énergétique dont la planète a besoin. Le gouvernement Trudeau doit faire preuve de courage et mettre un terme à tous les nouveaux projets d’exploration et d’exploitation des hydrocarbures, tel que le fera le gouvernement du Québec. Il doit démontrer plus de cohérence et de fermeté dans son action climatique en soutenant une transition énergétique juste et en investissant dans un nouveau modèle fondé sur les énergies propres et renouvelables », de conclure Madame Michaud.

\* [https://www.bbc.com/news/science-environment-59199484.amp](https://www.bbc.com/news/science-environment-59199484)